



Pour l'avenir de la politique médiatique suisse : rejetez l'initiative anti-SSR le 8 mars 2026

L'assemblée des délégués du PS60+ rejette l'initiative [« 200 francs, ça suffisant \(initiative SSR\) »](#) pour les raisons suivantes :

- L'initiative de l'UDC veut nous faire croire à un allègement inoffensif, alors qu'il s'agit en réalité d'une saignée de 750 millions de francs, qui réduirait de moitié le budget de la SSR. Ce serait la fin des studios régionaux et de la couverture locale. Les émissions culturelles et sportives seraient remplacées par des contenus standardisés ou étrangers. 2500 emplois seraient supprimés, dont 1000 en Suisse romande et près de 500 en Suisse italienne.
- Le fait que les redevances audiovisuelles soient élevées par rapport à celles pratiquées dans les autres pays européens s'explique par le fait que la SSR doit assurer une offre de programmes de télévision et de radio en quatre langues dans notre petit pays. Cette diversité culturelle fait partie intégrante de l'identité suisse et ne doit en aucun cas être abandonnée.
- L'argument selon lequel la redevance audiovisuelle actuelle pèse particulièrement lourd sur les ménages individuels et les jeunes n'est pas non plus valable. La SSR coûte aujourd'hui moins d'un franc par jour. En contrepartie, nous bénéficions tous de programmes de radio et de télévision publics indépendants, multilingues et accessibles dans toutes les régions. Notre démocratie, avec ses élections et ses nombreux référendums, a besoin de médias publics forts, indépendants et fiables, qui disposent des moyens nécessaires pour mener des enquêtes, établir les faits et contrer les forces qui déforment la réalité à leur avantage.
- De plus en plus de personnes s'informent via les réseaux sociaux et, selon le texte de l'initiative, ne consomment plus les médias publics. Le texte ne mentionne toutefois pas que les réseaux sociaux bénéficient eux aussi des informations fournies par les médias indépendants. De plus, les fausses informations, qui se propagent notamment via les réseaux sociaux, doivent impérativement faire l'objet d'une rectification objective.
- Moins de faits et plus de fake news, tel est l'objectif de l'initiative anti-SSR sur laquelle nous voterons le 8 mars. À une époque où les faits fiables sont plus importants que jamais, l'UDC veut affaiblir les médias indépendants. Résultat : plus de pouvoir pour Elon Musk et consorts, qui diffusent de manière ciblée des fausses nouvelles et des idéologies d'extrême droite sur leurs plateformes. Nous voulons continuer à nous forger notre opinion politique sur la base d'informations fiables afin de participer à notre démocratie avec des informations sûres.